

Initiatives ministérielles

s'attend à une décroissance en 1993. Le Japon a enregistré un trimestre de décroissance économique.

Autour de nous, nous ne voyons pas une reprise vigoureuse et cela a aussi des répercussions sur le Canada parce que nous sommes un pays commerçant.

• (1020)

Nous dépendons du commerce pour un tiers de notre produit intérieur brut. Quand la situation économique mondiale est en crise, alors manifestement le Canada en souffre. Malgré cette situation, nous progressons.

Tous ces facteurs ont soutenu une croissance modeste mais solide de notre PIB, comme je l'ai indiqué. Nous avons connu cette croissance modeste mais solide malgré l'existence d'une récession mondiale persistante.

L'activité économique des grands pays industrialisés a été freinée par la restructuration des entreprises, par l'incertitude du commerce extérieur et par un énorme endettement. Ce sont les réalités de la vie. La croissance économique plus faible que prévu que nous avons connue dans notre pays a eu pour conséquence que les recettes du gouvernement ont été inférieures aux prévisions.

M. Milliken: En dépit des 32 augmentations d'impôt.

M. Mazankowski: Je sais que les députés d'en face vont appuyer pleinement les mesures de M. Clinton qui constituent la plus grande razzia fiscale de l'histoire de l'Amérique. Il sera assez intéressant de voir comment ils vont réagir.

M. Milliken: Le premier ministre a dit que les Américains suivent votre exemple.

M. Mazankowski: Juste pour mémoire, je n'ai pas augmenté les impôts dans l'exposé économique de décembre, ni dans le budget de février. En fait, nous les avons réduits et cela irrite le député d'en face. Il n'aime pas ce qui est bon et constructif parce qu'il a une attitude négative.

Les recettes du gouvernement constituent un problème, dont j'ai parlé dans l'exposé économique. C'est pour quoi nous examinons ce projet de loi aujourd'hui. Cela a exercé de graves pressions à la hausse sur le déficit. Nous devons donc prendre des mesures énergiques pour contrôler notre situation financière.

Nous savons tous, et même les députés d'en face commencent à s'en rendre compte, que nous avons besoin de bonnes politiques financières pour favoriser la

croissance économique qui protège les emplois existants et en crée de nouveaux.

Dans l'exposé économique que j'ai présenté à la Chambre en décembre, j'ai énoncé les mesures que nous prenons pour faciliter la reprise économique en cours et favoriser une meilleure croissance.

Nous avons pris des mesures pour stimuler la création d'emplois, surtout par l'intermédiaire du secteur des petites entreprises. Nous obtenons d'ailleurs de ce secteur une réaction très positive. Cela montre clairement, je pense, que dans ce pays, les petites entreprises sont le principal moteur de l'activité économique.

Nous avons pris des mesures pour améliorer notre programme de recherche et de développement, l'un des plus généreux du monde. Nous prenons d'autres mesures pour encourager les exportations, grâce à un meilleur accès aux marchés étrangers, et pour accroître la compétitivité du Canada.

Nous avons augmenté les fonds consacrés à la formation des travailleurs et mis en place des mesures pour encourager le gouvernement, le secteur des affaires, la main-d'oeuvre et les établissements d'enseignement à travailler de concert afin de nous permettre d'améliorer nos compétences, d'en acquérir de nouvelles et de faire de l'apprentissage une priorité permanente. Une somme de 3,8 milliards de dollars a été prévue à cette fin.

Nous avons prévu une aide supplémentaire pour les investissements stratégiques dans l'infrastructure du Canada, et non un programme d'infrastructure mi-figue mi-raisin comme celui que proposent les députés d'en face. Il s'agit d'un programme d'infrastructure de nature stratégique qui nous aidera à accroître notre productivité et notre compétitivité, et qui supprimera les goulets d'étranglement de l'économie, ce qui nous permettra de commencer sans plus tarder à travailler en collaboration avec les provinces et le secteur privé.

Même si ces importants investissements dans notre économie sont nécessaires, nous ne pouvons nous permettre de faire ces dépenses sans veiller à avoir des sources de recettes et sans surveiller la dette et le déficit pour qu'ils n'atteignent pas des proportions incontrôlables. À ce stade, nous ne pouvons nous contenter de dire «Portez-le à mon compte» sans prévoir les sommes nécessaires pour acquitter la note des mesures que nous avons annoncées.